Suisse : Taire l'origine des malfrats attiserait le ressentiment

13/11/2017 à 14h12

La semaine dernière, la police municipale de Zurich annonçait qu'elle ne donnerait plus systématiquement la nationalité des auteurs de délits dans ses communiqués. Pour les autorités, préciser l'origine du délinquant est subjectif, car cela laisse suggérer qu'elle explique l'acte tout en cachant les causes exactes. Mais cette décision, prise après un postulat du PS et des Vert'libéraux adopté en 2015, fâche Hans-Jürg Käser, directeur de la police bernoise et président de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police. Et il le dit lundi dans les colonnes de la *NZZ*.

«On réclame de la transparence partout, et ce principe ne devrait pas s'appliquer ici? Cela ne marche pas», critique ce PLR dans une interview accordée à la *Neue Zürcher Zeitung*. Cette décision contredit également la Conférence des commandants des polices cantonales qui a décidé de recommander de donner la nationalité après un long débat, rappelle-t-il.

Pour Hans-Jürg Käser, «on accroît le ressentiment des gens quand ceux-ci ont le sentiment qu'on leur cache des choses». En indiquant la nationalité des délinquants, «cela ne veut pas dire que tous les étrangers sont des criminels», explique-t-il. Mais les statistiques le montrent: la part des étrangers dans nos prisons est largement supérieure à la moyenne. «Nous devons faire face à cette réalité», souligne-t-il.

«On ne doit pas cacher de telles informations juste parce

qu’elles ne correspondant pas à la vision du monde», continue-t-il. Pour lui, en taisant l’origine d’un délinquant, on risque ainsi de déformer la réalité. Et de citer en exemple la pédophilie où les criminels sont le plus souvent suisses. «Il ne faut pas cacher cela non plus», estime-t-il. (…)

www.lematin.ch